

Research Article

DECENTRALISATION ON SCHOOL GOVERNANCE IN NORTHERN CAMEROON: COMPARATIVE STUDY BETWEEN THE URBAN AND RURAL AREA

* Mohammed HAMZA

Doctorant, Université de Garoua, Cameroun.

Received 06th November 2024; Accepted 07th December 2024; Published online 18th January 2025

RÉSUMÉ

Cet article analyse les effets de la décentralisation sur la gouvernance scolaire en comparant les zones urbaines et rurales, en s'appuyant sur une enquête quantitative menée auprès de 116 répondants, dont des chefs d'établissement, enseignants, parents et membres d'associations de parents d'élèves et enseignants (APEE). L'étude explore les disparités en termes de gestion, participation des parties prenantes et performances scolaires dans les deux contextes. Les résultats montrent que les établissements urbains bénéficient d'une gouvernance plus efficace grâce à un meilleur accès aux ressources et à une implication communautaire accrue. En revanche, les écoles rurales rencontrent des défis liés au manque de moyens financiers, aux faibles capacités locales et à une participation limitée des parties prenantes. Ces inégalités soulignent la nécessité d'adopter des politiques différenciées pour renforcer la gouvernance scolaire en milieu rural. Cet article conclut par des recommandations visant à réduire les écarts et à promouvoir une gestion scolaire équitable et efficace.

Mots clés: Décentralisation, Gouvernance, Zone urbaine, Zone rurale, Etablissement secondaire.

INTRODUCTION

La gouvernance scolaire est un pilier essentiel pour garantir une éducation de qualité, équitable et inclusive. Dans le contexte actuel de décentralisation, elle revêt une importance capitale, notamment dans les établissements secondaires des pays en développement. En effet, la décentralisation vise à rapprocher la gestion des écoles des communautés locales, en confiant des responsabilités accrues aux acteurs de base tels que les parents, les enseignants, les chefs d'établissement et les autorités locales. Cependant, les effets de cette approche varient considérablement selon les contextes, en particulier entre les zones urbaines et rurales, où les disparités socio-économiques, culturelles et infrastructurelles influencent directement la qualité de la gouvernance scolaire.

Au Cameroun, le système éducatif a adopté des réformes de décentralisation afin d'améliorer la gestion scolaire et d'impliquer davantage les communautés locales. Mais, ces réformes se heurtent à des défis majeurs, notamment en milieu rural, où les infrastructures sont insuffisantes, les ressources limitées, et les parties prenantes souvent peu formées à leurs nouvelles responsabilités. À l'inverse, les zones urbaines semblent mieux positionnées pour tirer parti de la décentralisation grâce à des structures organisationnelles plus robustes et à une mobilisation communautaire accrue. Cette étude a pour objectif d'analyser les perceptions des parties prenantes sur la gouvernance scolaire dans les zones urbaines et rurales, d'évaluer les impacts de la décentralisation sur la gestion des établissements secondaires dans ces deux contextes, d'identifier les défis majeurs auxquels les établissements secondaires font face dans la mise en œuvre de la gouvernance décentralisée et de proposer des recommandations concrètes pour améliorer la gouvernance scolaire et réduire les disparités entre zones urbaines et rurales.

Pour répondre à ces objectifs, une méthode quantitative a été adoptée. Les données ont été collectées auprès de 116 répondants

répartis équitablement entre les zones urbaines et rurales. Cet article s'articule autour de la revue de littérature, qui explore les concepts de décentralisation et de gouvernance scolaire, le cadre méthodologique, décrivant le processus de collecte et d'analyse des données, les résultats, qui présentent les principales observations issues des données quantitatives, la discussion, qui analyse ces résultats à la lumière des travaux existants et propose des interprétations argumentées et la conclusion, qui synthétise les résultats de l'étude et propose des recommandations pour renforcer la gouvernance scolaire dans les contextes urbains et ruraux.

PROBLÉMATIQUE

La décentralisation est souvent présentée comme une solution pour améliorer la gestion des établissements scolaires en rapprochant les décisions des communautés locales et en adaptant les politiques éducatives aux besoins spécifiques. Cependant, dans de nombreux pays, ce processus a conduit à des disparités significatives entre les zones urbaines et rurales. Les écoles urbaines, bénéficiant généralement d'un meilleur accès aux ressources, à l'expertise et aux réseaux, semblent tirer davantage parti de la décentralisation. À l'inverse, les écoles rurales, confrontées à des défis tels que le manque de ressources financières, humaines et infrastructurelles, peinent à gérer efficacement leurs nouvelles responsabilités. Cette inégalité dans l'application de la décentralisation soulève des questions importantes :

La décentralisation contribue-t-elle réellement à une gouvernance scolaire équitable ? Quels facteurs contextuels expliquent les disparités observées entre les zones urbaines et rurales ? Comment améliorer la gouvernance scolaire dans des contextes socio-économiques contrastés ?

Bien que la décentralisation ait pour objectif d'améliorer l'efficacité de la gestion scolaire, des études antérieures (Bray, 2001; Di Gropello, 2006) montrent que son impact varie fortement selon les contextes. Dans les zones urbaines, où le capital social et les infrastructures sont plus développés, les écoles bénéficient souvent d'une

*Corresponding Author: Mohammed HAMZA,

Doctorant, Université de Garoua, Cameroun.

Email Address: hamzamohammed9012@gmail.com

gouvernance plus efficace. En revanche, en milieu rural, les faibles capacités locales, le manque de ressources et l'éloignement géographique limitent la réussite de ce modèle. Malgré les efforts déployés pour renforcer la décentralisation au Cameroun, de nombreuses écoles secondaires, notamment en zone rurale, continuent de faire face à des difficultés majeures. Les écarts de perception et d'efficacité entre les zones urbaines et rurales semblent refléter des inégalités structurelles qui compromettent les objectifs d'une gestion scolaire participative et inclusive. Dans ce contexte, il est crucial d'explorer les mécanismes de gouvernance scolaire à travers une analyse comparative entre ces deux zones, afin de mieux comprendre les défis et opportunités qu'offre la décentralisation.

Le problème se situe donc au niveau de l'équité dans la mise en œuvre de la décentralisation. Si les contextes urbains sont mieux équipés pour gérer ces responsabilités accrues, les écoles rurales risquent de se retrouver marginalisées, accentuant ainsi les inégalités éducatives. Ainsi, cette situation soulève plusieurs enjeux :

- Enjeu d'équité : Comment garantir que les écoles rurales aient les moyens nécessaires pour exercer efficacement leur autonomie ?
- Enjeu de participation : Pourquoi les parties prenantes en milieu rural (parents, communautés) participent-elles moins activement à la gouvernance scolaire que celles en milieu urbain ?
- Enjeu de performances : Quelles stratégies peuvent réduire l'écart entre les résultats scolaires des élèves en zones urbaines et rurales ?

Ces enjeux justifient la nécessité d'une étude comparative approfondie pour comprendre les facteurs qui influencent la réussite ou l'échec de la décentralisation dans des contextes différents.

CADRE CONCEPTUEL

Décentralisation

La décentralisation est définie comme le processus par lequel les responsabilités administratives, financières et décisionnelles sont transférées du gouvernement central vers des entités locales (Rondinelli, 1981). La décentralisation en éducation désigne le transfert des pouvoirs décisionnels et administratifs de l'État central vers des niveaux inférieurs, tels que les collectivités territoriales, les établissements scolaires, ou des communautés locales. Ce processus vise à rapprocher les décisions des acteurs concernés, à améliorer la participation locale, et à adapter les politiques éducatives aux besoins spécifiques des contextes locaux. Pour Bray, elle vise à rapprocher les décisions des bénéficiaires finaux (enseignants, élèves, parents) pour améliorer l'efficacité et l'équité.

Gouvernance scolaire

La gouvernance scolaire fait référence à l'ensemble des processus, structures, et pratiques par lesquels les décisions éducatives sont prises et mises en œuvre. Elle implique une interaction entre plusieurs parties prenantes, y compris les autorités éducatives, les enseignants, les élèves, les parents, et la communauté locale. Une bonne gouvernance repose sur des principes tels que la transparence, la participation, la redevabilité, et l'équité. (UNESCO, 2020).

Trois théories ont été mobilisées dans cette étude à savoir :

a- la théorie de la subsidiarité proposée dans le contexte de la gouvernance décentralisée, cette théorie (Oates, 1972) stipule que les décisions doivent être prises au niveau le plus proche des

bénéficiaires, à condition que ce niveau dispose des compétences nécessaires. En éducation, cela justifie l'autonomie accordée aux écoles et aux communautés locales.

b. Théorie de l'agent principal, cette théorie (Jensen & Meckling, 1976) met en lumière les relations entre le gouvernement central (le principal) et les acteurs locaux (les agents). Elle souligne les défis de coordination, notamment les risques de divergence entre les objectifs nationaux et locaux dans un contexte de décentralisation.

d. Modèle de gouvernance multi-niveaux, ce modèle (Hooghe & Marks, 2003) considère que les systèmes éducatifs fonctionnent dans une structure où plusieurs niveaux (central, régional, local) interagissent. Il met en avant l'importance de la coordination entre ces niveaux pour garantir une gestion efficace et éviter les disparités régionales.

MÉTHODOLOGIE

Cette étude s'inscrit dans une approche quantitative, exploratoire et explicative. Selon Gay, Mills et Airasian (2012), l'approche quantitative est particulièrement utile pour identifier les relations entre les variables et produire des résultats généralisables grâce à des échantillons représentatifs. L'objectif est d'analyser les disparités dans la gouvernance scolaire entre les zones urbaines et rurales à travers la perception des acteurs locaux. Cette méthode permet de collecter des données standardisées, facilitant ainsi la comparaison entre les deux contextes.

Participants

Notre étude est menée dans deux arrondissements du département de la Bénoué, région du Nord Cameroun. L'arrondissement de Garoua II en zone urbaine et l'arrondissement de Bachéo en zone rurale. Nous avons choisi la méthode d'échantillonnage probabiliste pour déterminer notre échantillon d'étude. Basée sur les lois de calculs de probabilités, la méthode d'échantillonnage probabiliste donne une chance à chaque sujet d'être sélectionné. Elle consiste à sélectionner de façon aléatoire, des participants au sein de la population accessible afin que chacun ait la même probabilité d'être sélectionné. Dans cette étude, l'échantillonnage est exclusivement composé des acteurs impliqués dans la gouvernance scolaire, notamment : les chefs d'établissements scolaires, les enseignants, les parents d'élèves (membres ou non des APEE), les membres des autorités locales ou communautaires. L'étude a porté sur un échantillon de 116 enquêtés répartis comme suit : 58 enquêtés issus de zones urbaines. 58 enquêtés issus de zones rurales.

La méthode d'échantillonnage utilisée est le quota stratifié. Cette méthode garantit une représentation équitable des différentes parties prenantes et des deux zones géographiques étudiées, permettant une analyse comparative rigoureuse. Cette méthode est couramment employée dans des études éducatives pour garantir une représentation équilibrée des groupes cibles. King et Özler (1998), dans leur étude sur l'autonomie scolaire au Nicaragua, ont démontré l'importance de prendre en compte les spécificités des sous-groupes (urbains et ruraux) pour comprendre les impacts des réformes éducatives.

Description des outils de collecte de données

Un questionnaire structuré a été élaboré, intégrant des questions fermées et des échelles de Likert pour mesurer les perceptions des répondants sur : le degré de participation des parties prenantes, l'efficacité de la gestion scolaire, les défis spécifiques liés au contexte urbain ou rural et les résultats académiques perçus.

La première version du questionnaire a été mise à la disposition des pairs pour des fins de corrections et commentaires. Ils ont été invités à faire des commentaires sur des questions auxquelles certains répondants auraient du mal à répondre. La version mise à jour est ensuite portée à l'attention de professeur de l'Université de Garoua pour d'éventuelles observations. La version définitive est enfin postée en ligne et ouverte aux répondants. Le questionnaire a été administré en face-à-face pour les zones rurales (en raison de l'accès limité à Internet) et en ligne pour certains enquêtés en zones urbaines.

Analyse et traitement des données

Les données collectées ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences). Les techniques suivantes ont été utilisées :

- Analyse descriptive : Moyennes, fréquences et pourcentages pour décrire les perceptions générales.
- Tests comparatifs : Test T pour échantillons indépendants, afin d'identifier les différences significatives entre les zones urbaines et rurales.
- Analyse de corrélation : Pour évaluer les relations entre la participation des parties prenantes et les résultats perçus de la gouvernance.

L'utilisation d'outils statistiques a été privilégiée pour assurer la fiabilité des résultats et leur interprétation. Hanushek et Woessmann (2012) ont souligné l'importance des tests statistiques dans les études comparatives sur la gouvernance scolaire pour garantir des conclusions robustes et généralisables.

ANALYSES

Caractéristiques des répondants

L'analyse s'appuie sur un échantillon de 116 répondants répartis équitablement entre les zones urbaines et rurales (58 pour chaque zone). Les résultats sont présentés sous forme de tableaux pour répondre aux six thématiques définies.

N°	Catégorie	Zone urbaine (n=58)	Zone rurale(n=58)	Total (n=116)
1	Chefs d'établissement	03	03	06
2	Enseignants	30	30	60
3	Membres d'APEE	12	12	24
4	Parents non membres d'APEE	07	07	14
5	Autorités locales	06	06	12
	Total	58	58	116

La répartition est équilibrée entre les deux zones et entre les catégories de répondants, garantissant une comparaison équitable. Il y'a 81 enquêtés du genre masculin, soit un pourcentage de 69,82% de l'ensemble des enquêtés et 35 du genre féminin représentant un taux de 30,17% de l'ensemble.

Par rapport à l'âge de répondants, la tranche moyenne d'âge se situe entre [31-35], soit 53,44% de l'ensemble de l'échantillon. En outre, s'agissant de l'ancienneté professionnelle des répondants, il ressort que 60 enquêtés soit 51,72% ont une ancienneté comprise entre [6-10ans]. Ce qui explique le fait qu'échantillon renferme plus des répondants expérimentés dans le domaine de l'éducation.

Gouvernance scolaire : perceptions des parties prenantes.

Tableau N° 2 : répartition des répondants selon les Perceptions des parties prenantes sur la gouvernance scolaire

Elément d'évaluation	Zone urbaine (%)	Zone rurale(%)	Ecart (%)
Implication des enseignants	88	65	+23
Participation des APEE	78	50	+28
Relation entre acteurs scolaires	85	60	+25
Autonomie dans la prise des décisions	75	52	+ 23

Les répondants en milieu urbain perçoivent une meilleure implication des parties prenantes et une autonomie accrue dans la gouvernance des établissements. Les répondants des zones urbaines perçoivent une meilleure gouvernance scolaire que ceux des zones rurales, notamment en matière de relation entre acteurs scolaires (+25%), de participation des APEE (+28%) et d'autonomie dans la prise des décisions (+23%). L'analyse de ce tableau prouve que la zone urbaine enregistre une participation active des parents et des APEE grâce à des niveaux d'éducation plus élevés et une plus grande disponibilité des ressources. Tandis que dans la zone rurale on observe une faible implication des parents en raison du faible niveau d'instruction et des contraintes économiques.

Tableau : N°3 : répartition des répondants selon la fréquence des réunions des APEE par zone

Fréquence	Zone urbaine (%)	Zone rurale (%)
Mensuelle	60	25
Trimestrielle	30	40
Rare (une fois par an)	10	35
Total	100	100

La lecture du tableau 03 ci-dessus nous renseigne sur la question ci-après : « **Les réunions entre l'administration scolaire et les parents sont-elles régulières ?** », on observe qu'en milieu urbain, les APEE se réunissent plus fréquemment (60% mensuellement) qu'en milieu rural (25% mensuellement). 30% des répondants en zone urbaine affirment que la réunion est tenue trimestriellement tandis qu'en zone rurale 40% des enquêtés affirment que la réunion entre l'administration scolaire et les parents est tenue une fois par trimestre. Les résultats issus de ce tableau justifient le fait qu'un capital social plus actif en zone urbaine.

Influence du contexte local : l'importance des politiques différenciées

Tableau N°4 : Répartition des répondants selon la perception et impacts de la décentralisation

Elément d'évaluation	Zone urbaine (%)	Zone rurale (%)	Ecart (%)
Amélioration de la participation locale	75	50	+25
Renforcement de la responsabilité des acteurs	70	45	+25
Réduction des conflits	68	42	+26
Accès facilité aux ressources	72	38	+ 34

La lecture du tableau ci-dessus nous renseigne sur l'impact positif de la décentralisation. Les répondants des zones urbaines perçoivent un impact très positif de la décentralisation que ceux des zones rurales, notamment en matière d'amélioration de la participation locale (+25%), de renforcement de la responsabilité des acteurs (+25%), de

réduction des conflits (26%) et d'accès facilité aux ressources (34%). Ces résultats traduisent que les impacts positifs de la décentralisation sont perçus de manière plus marquée en zone urbaine, où les mécanismes participatifs sont mieux implantés.

Tableau N°5 : Répartition des répondants selon les défis majeurs identifiés par les répondants

Élément d'évaluation	Zone urbaine (%)	Zone rurale (%)	Ecart (%)
Manque des ressources financières	40	78	-38
Faible implication des parents	35	65	-30
Problème d'accès aux infrastructures	25	85	-60
Conflits entre les acteurs	20	45	-25

La lecture du tableau ci-dessus nous renseigne sur les défis majeurs identifiés dans les deux zones. Les répondants des zones rurale affirment qu'il y a un grand défi à relever de la décentralisation que ceux des zones urbaines, notamment en matière de manque des ressources financières (-38%), de faible implication des parents (-30%), de problème d'accès aux infrastructures (-60%) et des conflits entre les acteurs (-25%). Le résultat de ce tableau prouve que les établissements dans la zone rurale font face à des défis plus marqués, surtout en matière d'accès aux infrastructures et de ressources financières que ceux dans la zone urbaine. Car les écoles rurales souffrent de limitations financières, d'un faible accès aux infrastructures et d'une participation communautaire limitée.

Ces résultats confirment l'importance d'une approche différenciée dans la mise en œuvre des politiques de décentralisation pour réduire les disparités entre zones urbaines et rurales.

Tableau N°6 : répartition des répondants selon la gestion financière et ressources

Élément d'évaluation	Zone urbaine(%)	Zone rurale (%)	Ecart (%)
Transparence dans la gestion des fonds	80	55	+23
Disponibilité des ressources financières	70	40	+30
Etat des infrastructures scolaires	85	45	+40
Maintenance et entretien des équipements	78	42	+36

Les répondants des zones urbaines perçoivent une meilleure gestion financière et ressources que ceux des zones rurales, notamment en matière de transparence dans la gestion des fonds (+23%), de disponibilité des ressources financières (+30%), d'état des infrastructures scolaires (40%) et de maintenance et entretien des équipements (36%). Ces résultats expliquent non seulement les établissements en zone urbaine disposent de meilleures infrastructures et d'une gestion financière plus transparente mais aussi et surtout ces écoles bénéficient de sources de financement diversifiées, y compris des dons privés et des subventions locales comparée aux zones rurales.

Tableau N°7 : Répartition des répondants selon la moyenne des résultats scolaires perçus par zone (échelle de 1 à 5)

N°	Catégorie	Zone urbaine (n=58)	Zone rurale(n=58)	Total (n=116)
1	Chefs d'établissement	4,5	3,8	+0,7
2	Enseignants	4,2	3,5	+0,7
3	Membres d'APEE	4,0	3,2	+0,8

4	Parents non membres d'APEE	3,8	3,0	+0,8
5	Autorités locales	4,1	3,3	+0,8
	Total	58	58	116

La lecture du tableau ci-dessus nous renseigne sur les performances scolaires, ces performances perçues sont significativement meilleures en zone urbaine qu'en zone rurale, reflétant les disparités dans la gouvernance et les ressources. Ces résultats expliquent le fait que les résultats scolaires perçus sont plus élevés en milieu urbain (+0.7 à +0.8 selon les catégories), reflétant une gouvernance et des conditions d'apprentissage meilleures. L'analyse de ce tableau montre clairement que la zone urbaine enregistre des meilleures performances en raison de meilleures infrastructures, d'un accès accru à des ressources pédagogiques, et d'une gouvernance proactive.

DISCUSSION

La décentralisation semble bénéficier davantage aux écoles en milieu urbain où les capacités institutionnelles et les ressources locales permettent une gouvernance plus efficace. En revanche, les écoles rurales peinent à tirer pleinement parti de ce modèle en raison de contraintes structurelles et socio-économiques. Cela souligne la nécessité d'adopter des politiques différenciées et adaptées aux réalités locales pour combler les écarts.

Gouvernance scolaire : Participation des parties prenantes

Les données montrent que la perception de la gouvernance scolaire est significativement meilleure en milieu urbain. En zone urbaine, 88% des répondants (enseignants, parents et membres des APEE) considèrent que les acteurs scolaires participent activement aux processus décisionnels, contre seulement 65% en zone rurale. Cela s'explique par un meilleur accès à l'information, une coordination plus efficace et une culture de responsabilisation plus développée dans les écoles urbaines.

En zone rurale, l'implication des parents et des APEE est entravée par un manque de sensibilisation et de compétences en gestion scolaire. Les réunions de concertation y sont rares et souvent limitées à des situations de crise. En conséquence, les décisions prises manquent de concertation, ce qui affecte négativement la gestion des écoles.

Ce constat est appuyé par les travaux de Barrera-Osorio et Linden (2009), qui ont démontré que les contextes urbains, caractérisés par un capital social plus élevé et un meilleur accès à l'information, favorisent une implication accrue des parties prenantes dans la gestion scolaire.

En revanche, Hallak et Poisson (2007) soulignent que dans les zones rurales, la faible éducation des parents et leurs contraintes économiques limitent leur participation. Ces travaux mettent également en avant l'importance de programmes de sensibilisation pour encourager une meilleure implication communautaire dans les zones défavorisées. Ceci s'explique par le fait que dans un établissement secondaire urbaine de Gaoua, les réunions des APEE attirent plus de 80% des membres, favorisant une meilleure prise en charge des besoins prioritaires. En revanche, dans une école rurale de Bachéo, les réunions sont sporadiques, et les décisions se limitent à des actions ponctuelles, comme la réparation d'un toit endommagé.

Décentralisation : perceptions et impacts

La perception des effets de la décentralisation est positive en milieu urbain (75% des répondants), où elle est associée à une plus grande autonomie des établissements et à une meilleure responsabilisation des acteurs locaux. En revanche, en milieu rural, seulement 50% des répondants estiment que la décentralisation a un impact significatif sur la gestion scolaire.

Les zones rurales rencontrent plusieurs obstacles à la mise en œuvre efficace de la décentralisation. Ces obstacles sont entre autres le manque de formation des acteurs locaux, la faible capacité de mobilisation des ressources financières et les difficultés à coordonner les initiatives locales. King et Özler (1998) ont observé que la décentralisation dans les zones rurales est souvent inefficace sans un renforcement des capacités locales. Les résultats de cette étude corroborent également avec les travaux de Hanushek et Woessmann (2012). Ces auteurs ont noté que la décentralisation peut creuser les écarts entre les zones urbaines et rurales si elle n'est pas accompagnée de mesures de soutien. Au Cameroun, des établissements secondaires ruraux de la région du Nord rencontrent des difficultés pour mettre en œuvre des projets communautaires en raison du faible niveau d'implication des parents et de la rareté des ressources. En revanche, des établissements urbains mobilisent efficacement les contributions et les appuis des CTD pour financer des initiatives comme l'achat d'équipements informatiques.

Les défis varient considérablement entre les zones urbaines et rurales. En zone rurale, les principaux obstacles incluent : le manque d'infrastructures de base (85% des répondants) et l'insuffisance de ressources financières (78%). Ces défis témoignent des inégalités structurelles persistantes entre les deux contextes et soulignent la nécessité d'une approche différenciée pour améliorer la gouvernance scolaire. Lewin (2007) a montré que l'absence d'infrastructures et de compétences locales limite l'efficacité des politiques éducatives en milieu rural. Bennell et Akyeampong (2007) ont souligné que les écoles rurales sont souvent confrontées à des défis liés à l'engagement communautaire et à l'accès aux ressources.

Nos données indiquent clairement que les écoles urbaines bénéficient d'un meilleur accès aux financements diversifiés, tandis que les écoles rurales dépendent principalement des subventions publiques. Bray (2001) corrobore ces résultats en montrant que les écoles urbaines tirent profit de leur proximité avec des entreprises et des donateurs privés, ce qui leur permet de compenser les insuffisances des budgets publics.

D'un autre côté, Lockheed et Verspoor (1991) mettent en évidence que les retards dans le transfert des fonds publics affectent davantage les écoles rurales, entraînant des difficultés dans la gestion quotidienne des établissements. Cela renforce l'idée que les politiques de décentralisation doivent inclure des mécanismes spécifiques pour assurer une répartition équitable des ressources.

Gestion financière et ressources

La gestion financière est perçue comme plus transparente et efficace en milieu urbain (80% des répondants) qu'en milieu rural (55%). Cela est dû à un meilleur accès aux ressources financières et à une supervision rigoureuse des dépenses. Les écoles urbaines ont accès à des sources de financement diversifiées, y compris des partenariats publics-privés et des subventions municipales. En revanche, les écoles rurales dépendent principalement des contributions des parents, souvent irrégulières et insuffisantes pour couvrir les besoins essentiels.

Certains travaux corroborent nos résultats, c'est le cas de Transparency International (2010) qui note que les mécanismes de contrôle financier sont mieux établis en milieu urbain, réduisant les risques de corruption. World Bank (2004) souligne que les écoles rurales souffrent de sous-financement chronique, limitant leur capacité à améliorer la qualité de l'éducation. Ceci peut se justifier sur le terrain par le fait que dans un établissement secondaire urbain de Garoua, les fonds collectés par l'APEE sont utilisés pour construire une salle informatique, tandis qu'une école rurale a dû reporter des projets essentiels, comme la réhabilitation de bâtiments délabrés, faute de moyens financiers.

Les résultats de cette étude révèlent des écarts importants entre les zones urbaines et rurales en matière de la gouvernance scolaire, exacerbés par des inégalités structurelles et organisationnelles. Bien que la décentralisation ait amélioré certains aspects de la gestion scolaire, elle reste inégalement efficace en milieu rural.

Performances scolaires : un écart persistant

Les performances scolaires, mesurées à travers les taux de réussite et la satisfaction des parties prenantes, sont nettement meilleures en milieu urbain (4,2/5) qu'en milieu rural (3,5/5). Ces différences sont attribuées à plusieurs facteurs tels que les meilleures ressources pédagogiques en zone urbaine, l'implication plus importante des parents dans le suivi scolaire et accès à des enseignants mieux formés. Pendant qu'en milieu rural, les élèves sont désavantagés par le manque d'équipements pédagogiques et le faible encadrement des enseignants, souvent surchargés. Dans une école urbaine, les élèves utilisent des outils numériques pour compléter leurs recherches, tandis qu'en zone rurale, les enseignants dépendent exclusivement de manuels imprimés, souvent obsolètes. Les performances scolaires plus élevées des élèves en milieu urbain, relevées dans notre étude, rejoignent les observations de Hanushek et Woessmann (2012), qui attribuent ces écarts à la qualité supérieure des infrastructures et des enseignants dans les écoles urbaines.

Cependant, les travaux de Colclough et Lewin (1993) montrent que les faibles performances des élèves ruraux ne sont pas uniquement liées aux ressources physiques, mais aussi à des facteurs comme l'absentéisme des enseignants, souvent motivé par les conditions de vie difficiles en milieu rural. Les résultats de notre étude, qui soulignent l'impact des contextes socio-économiques et géographiques sur la gouvernance scolaire, s'alignent sur les conclusions de Di Gropello (2006). Ce dernier insiste sur la nécessité d'adapter les politiques de décentralisation aux caractéristiques locales pour éviter une aggravation des inégalités. King et Özler (1998), dans leurs études sur les écoles décentralisées au Nicaragua, montrent que l'implication communautaire est un facteur clé de succès, mais que celle-ci est limitée en milieu rural à cause du manque de ressources et de compétences locales.

Les données mettent en évidence des disparités significatives entre les zones urbaines et rurales dans la gouvernance scolaire. Les établissements urbains bénéficient d'une meilleure participation des parties prenantes, d'une gestion financière plus efficace et d'infrastructures adéquates, alors que les écoles rurales font face à des défis majeurs en termes de ressources et d'implication communautaire.

Recommandations basées sur la littérature et nos résultats

1. Renforcer les capacités locales à travers des formations ciblées pour les membres des APEE et les enseignants en zone rurale. Les travaux de World Bank (2007) suggèrent des programmes de formation ciblés pour les responsables scolaires ruraux et les comités de gestion afin d'améliorer leur efficacité.

2. Augmenter les financements publics pour réduire les écarts d'infrastructures et de ressources entre zones urbaines et rurales. Inspirée par UNESCO (2020), une allocation différenciée des fonds, tenant compte des besoins spécifiques des écoles rurales, peut réduire les disparités.
3. Encourager les partenariats public-privé pour mobiliser des ressources supplémentaires. Selon Chapman et Adams (2002), encourager les partenariats avec des ONG et des entreprises locales peut diversifier les financements et soutenir les écoles rurales.
4. Sensibiliser les communautés rurales pour accroître l'implication des parents dans la gestion scolaire.

Cette analyse montre que la décentralisation, bien qu'efficace en théorie, doit être accompagnée de politiques adaptées pour répondre aux réalités contrastées des zones urbaines et rurales. Les travaux cités corroborent nos résultats et soulignent l'importance d'une approche contextuelle pour renforcer la gouvernance scolaire.

CONCLUSION

Cet article, intitulée "Décentralisation et gouvernance scolaire des établissements secondaires : étude comparative entre les zones urbaines et rurales", visait à examiner les différences dans la gouvernance des établissements scolaires en milieu urbain et rural à travers une approche comparative. Nous avons analysé l'impact de la décentralisation sur la prise de décision, la participation des parties prenantes, et les résultats scolaires. S'appuyant sur une méthode quantitative, elle a mobilisé un échantillon de 116 répondants, répartis de manière égale entre les zones urbaines et rurales, comprenant des enseignants, des chefs d'établissements, des membres et non-membres des APEE, ainsi que des autorités locales. Les données montrent que les contextes socio-économiques et géographiques influencent significativement l'efficacité des politiques de décentralisation, avec des disparités marquées entre les zones urbaines et rurales.

À travers une analyse approfondie des données collectées, plusieurs thématiques majeures ont été explorées :

1. Gouvernance scolaire : perceptions des parties prenantes. Les résultats montrent que la gouvernance participative est mieux perçue en milieu urbain grâce à une implication active des différents acteurs. En milieu rural, des limites structurelles et organisationnelles freinent cette dynamique.
2. Décentralisation : perceptions et impacts. Bien que globalement positive, la décentralisation bénéficie davantage aux zones urbaines, où les structures locales sont plus outillées pour assumer leurs responsabilités.
3. Défis majeurs. Les zones rurales souffrent d'un manque criard de ressources, d'infrastructures et d'engagement communautaire, tandis que les zones urbaines rencontrent des défis d'ordre organisationnel et parfois de conflits d'intérêts.
4. Gestion financière et ressources. La gestion financière est plus efficace et transparente en milieu urbain, en raison d'un meilleur accès aux ressources et d'une supervision renforcée. Les écoles rurales restent confrontées à des contraintes de financement chronique.
5. Résultats et performances scolaires. Les élèves des zones urbaines bénéficient d'un environnement d'apprentissage plus favorable, avec des infrastructures modernes et un suivi scolaire accru, contrairement aux élèves des zones rurales.

La discussion a permis de relier ces résultats aux travaux empiriques existants, confirmant que les inégalités entre les zones urbaines et rurales sont exacerbées par des facteurs contextuels tels que l'accès

limité aux ressources, le manque de formation des acteurs et les infrastructures inadéquates.

Cette recherche contribue à la compréhension des défis liés à la gouvernance scolaire dans un contexte de décentralisation. Elle met donc en évidence l'importance d'une approche différenciée pour répondre aux besoins spécifiques des zones rurales et urbaines, la nécessité d'un renforcement des capacités locales, notamment dans les zones rurales, pour améliorer l'efficacité de la décentralisation et l'impact positif d'une gouvernance participative et transparente sur les résultats scolaires, soulignant le rôle clé des parties prenantes.

BIBLIOGRAPHIES

1. Barrera-Osorio, F., & Linden, L. (2009). The use and misuse of computers in education: Evidence from a randomized experiment in Colombia. World Bank Policy Research Working Paper, No. 4836.
2. Bray, M. (2001). Community Partnerships in Education: Dimensions, Variations, and Implications. Paris: UNESCO.
3. Colclough, C., & Lewin, K. (1993). Educating all the children: Strategies for primary schooling in the South. Oxford: Clarendon Press.
4. Di Gropello, E. (2006). A Comparative Analysis of School-Based Management in Central America. Washington, D.C.: The World Bank.
5. Hanushek, E. A., & Woessmann, L. (2012). The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth. Cambridge: MIT Press.
6. Hallak, J., & Poisson, M. (2007). Corrupt Schools, Corrupt Universities: What Can Be Done? Paris: UNESCO International Institute for Educational Planning.
7. Hooghe, L., & Marks, G. (2003). Unraveling the Central State, but How? Types of Multi-level Governance. American Political Science Review, 97(2), 233-243.
8. Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs, and Ownership Structure. Journal of Financial Economics, 3(4), 305-360.
9. King, E., & Özler, B. (1998). What's Decentralization Got to Do with Learning? The Case of Nicaragua's School Autonomy Reform. World Bank Working Paper, No. 9.
10. Oates, W. E. (1972). Fiscal Federalism. New York: Harcourt Brace Jovanovich.
11. Putnam, R. D. (1993). Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton: Princeton University Press.
12. Rondinelli, D. A. (1981). Government Decentralization in Comparative Perspective: Theory and Practice in Developing Countries. International Review of Administrative Sciences, 47(2), 133-145.
13. UNESCO. (2020). Global Education Monitoring Report 2020: Inclusion and Education – All Means All. Paris: UNESCO.
14. World Bank. (2007). Strengthening School-Based Management in Asia. Washington, D.C.: The World Bank.
15. Bray, M. (2019). Decentralization and School Governance: Challenges and Opportunities.
16. UNESCO. (2023). World Education Monitoring Report: Equity and Inclusion in Education.
17. Rondinelli, D. A., & Cheema, G. S. (2003). Decentralizing Governance: Emerging Concepts and Practices.

WEBOGRAPHIES

1. UNESCO Institute for Statistics (UIS)Site web :
<https://uis.unesco.org/> Consulté pour des données statistiques sur les disparités éducatives entre zones urbaines et rurales.
2. World Bank Open Knowledge RepositorySite web :
<https://openknowledge.worldbank.org/>Accès à des études et rapports sur la gouvernance scolaire et la décentralisation.
3. OECD Education and SkillsSite web :
<https://www.oecd.org/education/>Références sur les politiques éducatives dans les pays membres et partenaires.
4. Global Partnership for Education (GPE)Site web :
<https://www.globalpartnership.org/>Informations sur les initiatives pour renforcer l'éducation dans les zones rurales.
5. Education Policy and Data Center (EPDC)Site web :
<https://www.epdc.org/>
